

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
D'ILE-DE-FRANCE ET DU DEPARTEMENT DE PARIS
Pôle de gestion fiscale Paris Sud-Ouest
Centre des Finances Publiques Auteuil
Inspection de contrôle et d'expertise des particuliers
12 rue George Sand
75796 PARIS CEDEX 16



754-SD
(03/2010)

POUR NOUS JOINDRE

Réception : du lundi au vendredi
sur rendez-vous

Affaire suivie par : M. Christophe PAGNY
Référence : C111353
Téléphone : 01 44 30 50 32
Télécopie : 01 44 30 50 05
Mél : cdi.16e-auteuil@dgfip.finances.gouv.fr

Mme THOMAS Anne-Marie

67 boulevard Exelmans

75016 PARIS

Objet : Demande de renseignements

Le 03/08/2011

Madame,

Dans le cadre de l'examen de votre dossier, je vous remercie de bien vouloir me faire parvenir les éléments qui vous sont demandés au verso de la présente lettre.

Cette demande ne revêt pas de caractère contraignant. Elle est établie conformément aux dispositions de l'article L. 10 du livre des procédures fiscales, qui permet à l'administration de demander des renseignements sur les éléments déclarés par les contribuables.

Afin de traiter votre dossier dans les meilleures conditions, je vous remercie de m'adresser votre réponse si possible avant le 15 septembre 2011.

En l'absence de nouveau courrier de notre part dans les 60 jours à compter de votre réponse, vous pourrez considérer que les informations que vous avez fournies ont permis de compléter votre dossier et que cet examen ponctuel est clos.

Je me tiens à votre disposition pour toute question relative à ce courrier et vous prie de croire, Madame, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Contrôleur des Impôts

M. Christophe PAGNY

. L'article L. 10 du livre des procédures fiscales prévoit que « l'administration des impôts contrôle les déclarations ainsi que les actes utilisés pour l'établissement des impôts droits, taxes et redevances. Elle contrôle également les documents déposés en vue d'obtenir des déductions, restitutions ou remboursements, ou d'acquitter tout ou partie d'une imposition au moyen d'une créance sur l'Etat. A cette fin, elle peut demander aux contribuables tous renseignements, justifications ou éclaircissements relatifs aux déclarations souscrites ou aux actes déposés » (alinéas 1 à 3).

. Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.

La Charte du contribuable : des relations entre l'administration fiscale et le contribuable fondées sur les principes de simplicité, de respect et d'équité. Disponible sur www.impots.gouv.fr et auprès de votre service des impôts ou de votre trésorerie.

Détail de la demande

Cessions de valeurs mobilières

- Je vous prie de bien vouloir m'adresser la copie du document bancaire faisant apparaître le montant moins value déclarée pour 14969 € au titre de l'année 2009 et consécutive aux cessions de valeurs mobilières suivantes :

Banque privée 1818, compte T2119, cessions de 463657 €

- Par ailleurs, une plus-value en report d'imposition d'un montant de 2289768 € figure sur vos déclarations de revenu des années 2008 et 2009.

Je vous prie de bien vouloir me préciser la date et la nature des opérations ayant conduit à la constatation de cette plus-value en report. Vous voudrez bien m'adresser tout document susceptible d'attester que vous étiez toujours détentrice des titres reçus à l'occasion de l'apport en société ou de l'opération d'offre publique, de fusion, de scission ou d'absorption d'un FCP par une Sicav à l'origine de la plus-value en report.

Revenus fonciers

- Vous êtes propriétaire d'un local situé 269 rue Lecourbe à Paris pour lequel vous avez porté des résultats fonciers à retenir au titre des années 2007 et 2009. En revanche, aucun montant à retenir n'a été porté au titre de l'année 2008. Je vous prie de bien vouloir me préciser s'il s'agit d'une omission et dans ce cas détailler les éléments de recettes et de charges formant le montant net à retenir. Vous voudrez bien par ailleurs m'adresser les copies du/des contrat(s) de location en vigueur en 2008 et 2009
- Vous êtes détentrice de parts de la SCI Michel Thomas. Cette société a procédé en 2004 à la rupture anticipée d'un bail à construction qui avait été conclu en 1992. A l'occasion de la rupture de ce bail, un revenu foncier imposable a été constaté pour l'ensemble des associés de la société. A titre personnel, vous avez opté le 31 mars 2005 pour l'étalement sur 15 ans de ce revenu foncier en vertu des dispositions du I de l'article 33 ter du Code Général des Impôts.

Je vous prie de bien vouloir me détailler le mode de calcul de la quote-part de ce revenu foncier relatif à la résiliation anticipée du bail à construction vous revenant à raison de vos parts dans la SCI Michel Thomas. Vous voudrez bien par ailleurs accompagner ce calcul des copies des justificatifs correspondants.

Réduction d'impôt – Souscription de parts de fonds d'investissement de proximité (FIP)

- Lors de la souscription par internet de votre déclaration des revenus de l'année 2009, vous avez fait valoir une somme de 12600 € sous la rubrique « Souscription de parts de fonds d'investissement de proximité (FIP) ». Je vous prie de bien vouloir m'adresser la copie du document attestant de ce versement.
-

Vous pouvez répondre ci-dessous